Le jugement de la Cour supérieure a été confirmé. Il avait été rendu par M. le juge Demers, le 16 octobre 1917.

Le 22 février, deux jugements furent rendus par la Cour supérieure, condamnant, dans la première cause, les défendeurs l'International Construction Company, Sir Rodolphe Forget, C.-A. Barnard, C. R., R. Bickerdike. E. Bristol, W.-G. Morden et F.-E. Pardee, conjointement et solidairement, à payer à la demanderesse la somme de \$26,274.81; et, dans la seconde cause, celle de \$9,643.20, en substituant le défendeur F. Carrell à F.-E. Pardee.

Les défendeurs payèrent une partie de la dette. Le 8 mars 1917, Sir Rodolphe Forget emprunta de C.-A. Lavigne, la somme de \$4,106.98 pour solder ce qui restait dû, et lui accorda une subrogation à ses droits, par acte notarié constatant le prêt des deniers.

Le 31 mars 1917, Lavigne, créancier subrogé fit émettre deux brefs d'exécution, l'un dans chaque cause, se basant sur l'art. 1156 C. civ.

Le défendeur Bickerdike fit une opposition dans chaque cause appuyée sur les moyens suivants: (a) Lavigne aurait dû procéder au nom de son cédant et non en son nom propre; (b) les exécutions ont été émises pour le capital, les intérêts et les frais sans que Lavigne eut obtenu une subrogation des avocats distrayants.

L'opposant forma, en outre, deux actions pour faire annuler l'acte notarié de subrogation.

La Cour supérieure a maintenu l'opposition en partie et a rejeté les actions par le jugement suivant:

Statuant d'abord sur les deux oppositions:

"Considérant que la subrogation est une fiction légale par laquelle le subrogé peut faire valoir les droits et ac-